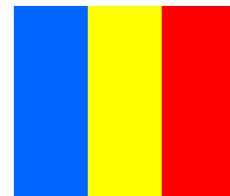


REPUBLIQUE DU TCHAD



Unité-Travail-Progrès



MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

DIRECTION DE LA DETTE



RAPPORT DE GESTION DE LA DETTE

PUBLIQUE 2021

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ACRONYMES	4
MISSIONS DE LA DIRECTION DE LA DETTE	5
INTRODUCTION	7
I. OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE.....	8
II. CONTEXTE MACROECONOMIQUE	10
1. Environnement international	10
2. Situation économique nationale	11
III. FAITS MARQUANTS DE LA GESTION DE LA DETTE.....	10
IV. NOUVEAUX ENGAGEMENTS 2021	13
V. TIRAGES EXTERIEURS ET FINANCEMENT EN MONNAIE LOCALE	14
VI. STRUCTURE DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2021	15
1. La dette extérieure.....	18
a) La dette multilatérale	19
b) La dette bilatérale	20
c) La dette commerciale.....	21
2. La dette intérieure	21
a) La dette conventionnée.....	22
b) Les titres publics.....	23
c) La dette non conventionnée.....	24
d) La dette extérieure libellée en monnaie locale.....	25
VII. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2021.....	25
1. Service de la dette extérieure.....	26
2. Service de la dette intérieure.....	27
VIII. ANALYSE DES INDICATEURS DE COUTS ET RISQUE.....	27

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : Utilisation de l'allocation de DTS de 2021.....</i>	<i>11</i>
<i>Tableau 2 : Notation de la Banque mondiale en matière de transparence des.....</i>	<i>13</i>
<i>Tableau 3 : Point des émissions de bons et obligations en 2021.....</i>	<i>15</i>
<i>Tableau 4 : Evolution de la dette publique de 2017-2021 (En milliards de FCFA).....</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 5 : Structure de la dette publique par instrument (En milliards de FCFA).....</i>	<i>17</i>
<i>Tableau 6 : Répartition des arriérés par créancier à fin décembre 2021(En milliards de FCFA).....</i>	<i>17</i>
<i>Tableau 7 Evolution des arriérés et du stock de la dette publique 2017-2021 (En milliards de FCFA).....</i>	<i>18</i>
<i>Tableau 8 : Evolution de l'encours de la dette extérieure de 2017-2021 (En milliards de FCFA).....</i>	<i>22</i>
<i>Tableau 9 : Evolution de l'encours de la dette intérieure de 2017-2021 (En milliards de FCFA).....</i>	<i>23</i>
<i>Tableau 10 : Tableau récapitulatif de la dette conventionnée au 31/12/2021 (En milliards de FCFA).....</i>	<i>24</i>
<i>Tableau 11 : Tableau récapitulatif des titres publics de 2017-2021 (En milliards de FCA).....</i>	<i>24</i>
<i>Tableau 12 : Caractéristiques du portefeuille des titres publics.....</i>	<i>24</i>
<i>Tableau 13 : Evolution du service de la dette publique de 2017-2021 (En milliards de FCFA).....</i>	<i>26</i>
<i>Tableau 14 : Evolution du service de la dette extérieure de 2017-2021 (En milliards de FCFA).....</i>	<i>26</i>
<i>Tableau 15 : Evolution du service de la dette intérieure de 2017-2021 (En milliards de FCFA).....</i>	<i>27</i>
<i>Tableau 16 : Indicateurs de coût et risque du portefeuille à fin décembre 2021</i>	<i>27</i>

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition des décaissements par type de créanciers au 31 décembre 2021.....	14
Graphique 2 : Structure de la dette publique au 31 décembre 2021.....	16
Graphique 3 : Structure du portefeuille de l'encours de la dette extérieure au 31 décembre 2021	19
Graphique 4 : Décomposition de l'encours de la dette extérieure par type de devises au 31 décembre 2021	19
Graphique 5 : Décomposition de l'encours de la dette multilatérale au 31 décembre 2021.....	20
Graphique 6 : Décomposition de l'encours de la dette bilatérale au 31 décembre.....	21
Graphique 7 : Décomposition de l'encours de la dette commerciale au 31 décembre	22
Graphique 8 : Structure du portefeuille de l'encours de la dette intérieure au 31 décembre 2021.....	22
Graphique 9 : Profil de remboursement de la dette publique 2022-2041	30

SIGLES ET ACRONYMES

AFD	Agence Française de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l’Afrique Centrale
BEAC	Banque des Etats de l’Afrique Centrale
BID	Banque Islamique de Développement
BTA	Bons du Trésor Assimilables
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
CNY	Yuan Chinois
CONAD	Commission Nationale d’Analyse de la Dette
DELML	Dette Extérieure Libellée en Monnaie Locale
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DI	Dirham
DTP	Direction des Titres publics
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
ETAVID	Equipe Technique d’Analyse de la Viabilité de la Dette
EUR	Euro
FAD	Fonds Africain pour le Développement
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
FSD	Fonds Saoudien de Développement
IDA	Association Internationale de Développement (Banque Mondiale)
ISSD	Initiative de Suspension du Service de la Dette
MFB	Ministère des Finances et du Budget
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTA	Obligations du Trésor Assimilables
PIB	Produit Intérieur Brut
SIMATRAC	Société Industrielle des Matériels Agricoles et Assemblage des Tracteurs
USD	Dollar US

MISSIONS DE LA DIRECTION DE LA DETTE

La Direction de la Dette¹ est la structure principale responsable de la gestion de la dette publique au Tchad. Conformément à l'arrêté N° 0004/ SG/DGSTCP/2022 du 05 Janvier 2022, portant organisation et fixant les missions de la Direction Générale des Services du Trésor et de la Comptabilité Publique, la Direction de la Dette est chargée de :

- Définir la stratégie d'endettement et de désendettement ;
- Participer aux négociations d'emprunts ;
- Renégocier et restructurer la dette publique ;
- Suivre les emprunts et les souscriptions de l'État ;
- Suivre l'émission de la dette intérieure en collaboration avec la Trésorerie Paierie Générale ;
- Émettre des ordres de paiement du service de la dette ;
- Analyser les circuits et les risques éventuels liés à l'endettement ;
- Négocier et mobiliser les ressources de financement ;
- Assurer la gestion opérationnelle de la dette ;
- Participer à la programmation, l'organisation des émissions et à la gestion des titres publics ;
- Assurer la conservation et de l'archivage des titres ;
- Analyser les données de la dette et de transmettre au Ministre, de manière régulière, le rapport sur la viabilité et la soutenabilité de la dette ; et
- Élaborer les statistiques relatives à la dette publique.
- Assurer le secrétariat permanent de la Commission Nationale d'Analyse de la Dette (CONAD) et son Equipe Technique d'Analyse de la Viabilité de la Dette (ETAVID)

¹La direction de la dette a succédé à l'ancienne Caisse d'Amortissement dissoute par la Conférence Nationale Souveraine de 1993.

Chiffres clés

Encours Dette publique

2020

2021

Dette Publique

- Encours (Mds.FCFA)
- % du PIB

2 757,7

2 952,8

47,2%

43,4%

Dette Extérieure

- Encours (Mds. FCFA)
- % du PIB
- Part en %

1 300,1

1 222,5

22,3%

18,0%

47,1%

41,4%

Dette Intérieure

- Encours (Mds.FCFA)
- % du PIB
- Part en %

1 457,6

1 730,3

25,0%

25,4%

52,9%

58,6%

INTRODUCTION

Le Tchad à travers la Direction de la dette, s'emploie à une gestion prudente et transparente de la dette publique à travers un arrimage continue aux standards internationaux en la matière. La publication du présent rapport de gestion de la dette, pour la 3^e fois de suite et de façon continue est le témoignage de cette volonté.

Ledit rapport revient sur les faits marquants de la gestion de la dette intervenus au cours de l'année 2021 et expose la structure de la dette publique du Tchad suite aux diverses opérations de gestion de la dette observées au cours de l'année. Il présente également l'utilisation des ressources mobilisées.

Il s'articule de façon détaillée autour des points ci-après :

- Objectifs de la gestion de la dette publique ;
- Contexte macroéconomique ;
- Faits marquants de la gestion de la dette publique en 2021 ;
- Nouveaux engagements de 2021
- Tirages sur ressources extérieures et financement en monnaie locale
- Structure de la dette publique ;
- Service de la dette publique ;
- Passifs contingents ;
- Indicateurs de coût et risque du portefeuille de la dette publique.

Le périmètre de la dette publique porte sur la dette extérieure et la dette intérieure contractée par les administrations publiques du Tchad et par une entreprise publique. Bien que la Constitution permette aux collectivités locales d'emprunter auprès d'établissements bancaires nationaux, aucun emprunt n'a été jusqu'à ce jour contracté. La dette extérieure comprend la dette libellée en devises contractée auprès des créanciers multilatéraux, des créanciers bilatéraux et des créanciers commerciaux. La dette intérieure, libellée en FCFA, est composée des titres publics (bons et obligations du Trésor) émis sur le marché financier régional de la CEMAC, des prêts contractés auprès de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) et la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) et des prêts directs des banques locales. La dette des entreprises publiques comprend la dette de la société cotonnière du Tchad (Coton-Tchad SN).

I. OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE

Conformément au décret n°408/PR/PM/MFB/2014 portant réorganisation de la CONAD, la gestion de la dette publique vise les objectifs suivants :

- Assurer les besoins de financement de l'Etat et le paiement ponctuel de ses obligations ;
- Maintenir un niveau prudent de risque du portefeuille de la dette publique ; et
- Garder les indicateurs de viabilité et de soutenabilité de la dette publique en-dessous des seuils définis.

II. CONTEXTE MACROECONOMIQUE

1. Environnement international

Au terme de l'année 2021, l'économie mondiale a renoué avec la croissance, malgré les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondial et l'inflation. Les politiques économiques expansionnistes des grandes puissances et l'allègement des restrictions liées à la crise sanitaire ont principalement porté la reprise en 2021. Ainsi, après une contraction de 3,1% en 2020, la croissance du PIB mondial est ressortie à 5,9% en 2021, selon le Fonds monétaire international (FMI).

Dans **les économies avancées**, la croissance économique est passée de -4,5% en 2020 à 5,0% en 2021 et elle devrait s'établir à 3,9% en 2022.

Dans **la zone euro**, la reprise a été solide en 2021. La croissance annuelle du PIB a atteint 5,2% après une forte baisse de 8,4% de la production en 2020. Ce rebond résulterait principalement de l'augmentation de la demande intérieure. En 2022, la croissance économique de la zone euro devrait, toutefois, se modérer, pour s'établir à 3,9%.

Pour les **économies émergentes et en développement**, après un recul de 2,0% en 2020, la croissance de l'activité a atteint 6,5% en 2021 et devrait ralentir à 4,8% cette année.

En **Afrique subsaharienne**, une reprise économique moins vigoureuse a été notée, malgré le renforcement de la demande mondiale en matières premières. La croissance de l'activité économique est estimée à de 4,0% en 2021 contre un repli de 1,7% en 2020.

En **zone CEMAC**, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 1,4 % en 2021 après une contraction de 0,6 % en 2020.

Les cours du pétrole ont fortement rebondi en 2021. En moyenne sur l'année 2021, les cours **Brent** se sont établis à 70,4 dollars le baril, soit une augmentation de 66,5% par rapport à 2020 en lien avec la remontée de la demande mondiale.

Sur le **marché des changes**, l'euro s'est comporté de manière mitigée face aux devises des grandes économies en 2021. Il s'est apprécié de 3,7% par rapport au dollar et de 6,6% vis-à-vis du yen. Par contre, il s'est replié de 3,3% face à la livre sterling.

2. Situation économique nationale

L'économie tchadienne a enregistré un taux de croissance de 3,7% en 2021 contre -0,5%. Cette reprise de la croissance s'explique par le dynamisme des activités dans les trois secteurs de l'économie notamment primaire, secondaire et tertiaire.

L'inflation a considérablement chuté en 2021 atteignant -0,8% contre 4,5% en 2020. En effet, cette baisse peut être expliquée par la mise en œuvre des mesures de riposte contre la pandémie de COVID-19.

Les recettes budgétaires se sont établies à 876,95 milliards FCFA en 2021 après avoir atteint 1 157,53 milliards de FCFA en 2020, soit une baisse de 24,2%. Cette contre-performance est due au contexte socio-économique, sécuritaire et sanitaire difficile. En effet, les recouvrements des recettes hors pétroles se sont accrus pour atteindre 482,01 milliards de FCFA en 2021 contre 452,27 milliards de FCFA en 2020, soit une hausse de 6,5%. Par contre les recettes pétrolières ont baissé de 62,1%, passant de 357,09 milliards de FCFA en 2020 à 220,2 milliards de FCFA en 2021.

Les recettes fiscales se sont contractées de 13,2%, soit 702,3 milliards de FCFA en 2021 alors qu'elles étaient à 809,3 milliards de FCFA, une année auparavant. Cette baisse s'explique principalement par la forte diminution des recettes fiscales pétrolières.

Au niveau des recettes non fiscales, les recouvrements ont atteint 123,23 milliards de FCFA en 2021 contre 106,45 milliards de FCA, une année plutôt, soit une hausse de 15,8%. Cette performance traduit ainsi l'efficacité des réformes en finances publiques engagées notamment l'opérationnalisation de SYDONIA.

Quant aux dons, ils sont évalués à 51,49 milliards de FCFA en 2021 contre 241,70 milliards de FCFA en 2020, soit une baisse de 78,7%.

En pourcentage du PIB, les ressources budgétaires recouvrées représentent 12,9% en 2021 contre 0,8% de dons et legs.

Les dépenses publiques ont, quant à elles, atteint 998,35 milliards de FCFA en 2021 contre 1 142,5 milliards de FCFA en 2020 soit une baisse de 144,2 milliards de FCFA (-12,6%).

En grande masse, les dépenses courantes en 2021 s'élèvent à 759,1 milliards de FCFA et sont constituées de 458,8 milliards de dépenses de personnel ; 115,0 milliards de FCFA de biens et services ; 51,7 milliards de FCFA de paiement d'intérêts et de 133,5 milliards de FCFA de transferts et subventions.

Les dépenses d'investissement financées sur ressources propres se sont établies à 203,8 milliards de FCFA et celles financées sur ressources extérieures se sont élevées à 35,4 milliards de FCFA contre 169,5 et 241,7 milliards FCFA, respectivement en 2020 et 2021.

Le solde budgétaire de base engagement s'est détérioré sur la période en ressortant à (-121,4) milliards de FCFA (-1,8% du PIB) en 2021 contre 14,9 milliards de FCFA (0,3% du PIB) en 2020.

Le commerce extérieur du Tchad en 2021 fait ressortir un solde global de la balance de paiement déficitaire dans un contexte marqué par un fort ralentissement de l'activité économique malgré la levée des restrictions aux échanges. En pourcentage du PIB, il est de -6,4% contre 0,4% en 2020.

La situation monétaire en 2021 s'est traduite par un ralentissement des actifs extérieurs nets, une expansion de la masse monétaire et des créances intérieures.

III. FAITS MARQUANTS DE LA GESTION DE LA DETTE EN 2021

1. Conclusion d'un nouveau programme avec le FMI

En Décembre 2021 : Le conseil d'administration du FMI a approuvé un nouvel accord sur 36 mois au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) pour un montant de 392,56 millions de DTS (environ 570,75 millions de dollars ou 280 % de la quote-part du Tchad) afin de répondre aux importants besoins de financement de la balance des paiements et du budget du Tchad, notamment en attirant le soutien financier de donateurs officiels.

Le programme économique proposé s'inspire des priorités des autorités et sert d'ancrage dans un climat de difficultés et d'incertitudes. Il aura pour objectifs de : i) soutenir la reprise face au choc de la COVID-19 tout en assurant la stabilité macroéconomique ; ii) faire progresser le

programme de réformes structurelles des autorités, notamment en vue de renforcer la gouvernance et de lutter contre la corruption, de favoriser une croissance verte et inclusive et la réduction de la pauvreté et de s'attaquer aux facteurs de fragilité et iii) rétablir la viabilité de la dette par un rééquilibrage des finances publiques propice à la croissance et un plan ambitieux de restructuration de la dette.

2. Le Tchad a reçu une allocation de DTS équivalente à 193 millions de dollars

Compte tenu de la compression des liquidités depuis le début de l'année, les autorités ont essentiellement utilisé cette allocation en 2021 pour satisfaire des besoins sociaux urgents, notamment liés à l'insécurité alimentaire (Tableau 1).

Tableau 1. Utilisation de l'allocation de DTS de 2021

	En milliards de FCFA	En millions de dollars US
Allocation de DTS de 2021	106	193
Paiement d'arriérés aux retraités	14	25
Paiements dûs aux retraités au deuxième semestre 2021	12	22
Paiement d'arriérés aux hôpitaux	15	27
Paiement d'arriérés techniques au titre de la dette extérieure	15	27
Règlement des arriérés aux petits fournisseurs	15	27
Reconstitution des stocks de produits alimentaires gérés par l'ONASA	36	66

3. Poursuite du plan d'apurement des arriérés

En 2021, le gouvernement a apuré 22 milliards de FCFA d'arriérés intérieurs suivant la convention de financement de la dette intérieure du 23 juin 2020. La poursuite de la stratégie d'apurement des arriérés devrait contribuer à réduire les vulnérabilités du système bancaire et faciliter la reprise économique.

4. Initiative pour la suspension du service de la dette (ISSD)

En application de la fiche relative à l'ISSD et son amendement également approuvé par le G20, le Club de Paris a reconnu que la République du Tchad est éligible à bénéficier de l'extension de l'initiative. Par conséquent, les représentants des pays créanciers du Club de Paris ont accepté d'accorder à la République du Tchad une extension de la durée de suspension du service de la dette jusqu'au 31 décembre 2021. Le gouvernement de la République du Tchad s'est engagé à consacrer les ressources libérées par cette initiative à l'augmentation des dépenses dédiées à atténuer l'impact sanitaire, économique et social de la crise COVID-19. Le gouvernement de la

République du Tchad s'est également engagé à demander à tous ses autres créanciers officiels bilatéraux un traitement du service de la dette conforme à la fiche agréée et son amendement. Cette initiative vise à favoriser l'uniformité de traitement de la dette de la République du Tchad. Les créanciers du Club de Paris continuent de se coordonner étroitement avec les créanciers du G20 non membres du Club de Paris et les autres parties prenantes pour la mise en œuvre en cours de l'ISSD et son extension, afin de maximiser le soutien apporté aux pays bénéficiaires de l'ISSD

5. Déclaration du Comité des créanciers pour le traitement de la dette

Dans leur déclaration du 16 juin 2021, les créanciers officiels participant au cadre commun du G20 pour les traitements de dette au-delà de l'ISSD et appartenant au comité des créanciers du Tchad ont affirmé leur soutien au programme que le FMI envisage d'appuyer en faveur du Tchad, et se sont dits prêts à négocier les conditions de restructuration de la dette en conséquence. Il apparaissait désormais nécessaire que les créanciers privés accordent un traitement similaire à la dette tchadienne. La déclaration incluait : « La mise en place d'un processus réaliste de restructuration de la dette détenue par les créanciers privés est nécessaire pour que le Tchad puisse sans délai bénéficier des financements officiels qui lui font défaut. Les créanciers privés, en se montrant pleinement disposés à négocier sans plus attendre les conditions de cette restructuration conformément aux paramètres du programme que le FMI envisage d'appuyer en faveur du Tchad, pourraient favoriser le redressement économique du pays et l'aider à réduire la pauvreté. La directrice générale du FMI s'est jointe au comité des créanciers pour appeler à son tour les créanciers privés à convenir sans délai d'un traitement équivalent de la dette. La communauté internationale suivra de près l'évolution de la situation, et appelle de ses vœux des avancées concrètes dans les jours à venir dans les négociations entre le Tchad et ses créanciers privés. »

6. Récents développements sur le marché régional des titres publics

Le programme d'achat de titres publics de la BEAC sur le marché secondaire, initié en janvier 2020 s'est poursuivi en 2021 et pris fin au mois de septembre. Le programme a porté sur 600 milliards de FCFA en 2021 soit 100 milliards de FCFA par Etat. Il avait pour but de mettre fin au mécanisme de reconduction de la dette intérieure et de convertir le stock de bons du Trésor à 6 mois en bons du Trésor assortis d'échéances comprises en 2 et 5 ans.

7. Notation de la Banque mondiale en matière de transparence des données de la dette

Au titre de l'évaluation de 2021 et du premier pilier de la notation de la Banque mondiale portant sur l'exhaustivité et les délais de publication des statistiques de la dette publique en 2020, une progression de deux indicateurs fut enregistrée (Tableau 2). Les bulletins trimestriels incluent désormais des informations sur les emprunts récemment contractés le gouvernement (notamment les noms des créanciers, les montants signés et les termes des emprunts) et l'intervalle de temps entre la disponibilité des statistiques et leurs publications a été réduite. Bien que de nombreux progrès doivent encore être réalisés, le nombre d'indicateurs bénéficiant de la note maximale a cru.

Tableau 2. Notation de la Banque mondiale en matière de transparence des données

	1. Statistiques de la Dette Publiques					
	Accessibilité des données	Exhaustivité			Délais de publication	
		Couverture des instruments	Couverture sectorielle	Information sur les emprunts récemment contractés	Périodicité	Intervalle de temps
Evaluation de 2020	Complet	Partiel	Partiel	Partiel	Partiel	Limité
Evaluation de 2021	Complet	Partiel	Partiel	Complet	Partiel	Partiel

Grille de lecture

■ Insuffisant
 ■ Limité
 ■ Partiel
 ■ Complet

Source : Banque mondiale (cf. <https://www.worldbank.org/en/topic/debt/brief/debt-transparency-report/2021>).

8. Point de mise en œuvre de la stratégie d'endettement de 2021

Conformément à la stratégie d'endettement public pour la période 2021-2024, l'Etat tchadien envisageait de réduire le recours à la dette extérieure en dollar, qui constituait 70,3% de devises extérieures à fin décembre 2020, et d'augmenter les financements de source bilatérale en Euro de 10% en 2021 pour atteindre au final 15% en 2024. L'objectif recherché était, d'une part, de mieux gérer les pressions de refinancement et, d'autre part, de ne pas aggraver le risque du taux de change (l'euro étant privilégié par rapport à d'autres devises).

Il est à noter que cet objectif de réduction de la part de la dette extérieure en dollar dans le portefeuille de la dette publique était très faible (soit une diminution de 2,1%). Cependant, la cible de 10% d'augmentation des financements de source bilatérale en Euro en 2021 a été partiellement atteinte. Ainsi, la part de la dette extérieure en euro représente 10,1% du portefeuille de la dette publique.

IV. LES NOUVEAUX ENGAGEMENTS EXTERIEURS

Au cours de l'année 2021, l'Etat n'a signé aucun accord de prêts avec des créanciers extérieurs.

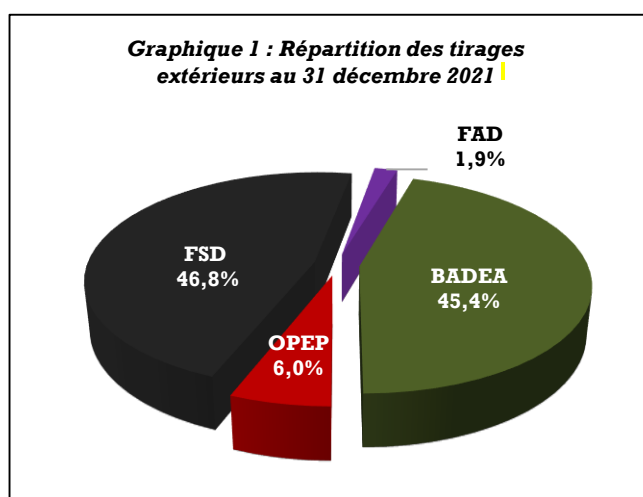
V. TIRAGES SUR RESSOURCES EXTERIEURES ET FINANCEMENT EN MONNAIE LOCALE

1. Tirages sur emprunts extérieurs

Les tirages sur emprunts extérieurs effectués en 2021 s'élèvent à 13,1 milliards de FCFA, soit une baisse de 76,7% par rapport à son niveau à fin décembre 2020 où ils représentaient 56,2 milliards de FCFA (Graphique 1).

Les deux bailleurs qui ont le plus décaissés sont le Fonds Saoudien pour le Développement (FSD) et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) dont leurs tirages ont absorbé plus de 90% des décaissements.

Les secteurs principaux ayant bénéficié des tirages en 2021 sont les secteurs de l'éducation nationale et le développement rural.



Source : Direction de la Dette (MFBCP)

VI. FINANCEMENTS EN MONNAIE LOCALE

1. Les nouveaux accords de prêt signés avec des banques locales

Durant l'année 2021, aucun accord de prêt n'a été signé entre le Gouvernement du Tchad et les banques locales.

2. Tirages sur ressources des banques locales

Le montant des tirages issus des banques locales se chiffre à 22,0 milliards de FCFA en 2021 contre 63,0 milliards de FCFA en 2020, conformément aux accords de financement de la dette intérieure entre l'Etat et le Pool bancaire constitué d'United Bank for Africa, Banque Commerciale du Chari, Commercial Bank Tchad, Banque de l'Habitat du Tchad et la Banque Sahelo Saharienne pour l'Investissement et le Commerce.

Ces financements ont permis d'une part, d'apurer les arriérés intérieurs et d'autre part de relancer l'économie nationale consécutive à la crise économique et sanitaire.

3. Les émissions de titres publics

Au cours de l'année 2021, l'Etat a mobilisé 58,2 milliards de FCFA d'emprunt obligataire sur le marché régional. La moyenne des taux de couverture s'est établie à 62,2% contre 96,8% en 2020. La maturité moyenne pondérée des obligations émises en 2021 est de 3,3 ans avec un taux moyen pondéré de 7,6%. Les différentes maturités des obligations sont de 2 ans, 3 ans et 4 ans. (Tableau 3)

Par ailleurs, le montant des BTA mobilisé s'élève à 24,9 milliards de FCFA. Le taux de couverture moyen est de 58,2% contre 115,2% en 2020 et le taux d'intérêt moyen pondéré est de 6,78%.

Tableau 3 : Point des émissions de bons et obligations en 2021 (sauf indication contraire)

Titres	Nombre	Moyenne des taux d'intérêt par type de titre (en %)	Montant des soumissions (milliards de FCFA)	Montant retenu (milliards de FCFA)	Montant retenu/montant émis (en %)
OTA 2 ans	3	6,5	60,0	45,2	75,3
OTA 3 ans	4	6,5	60,0	45,8	76,8
OTA 5 ans	2	6,5	55,0	50,5	91,8
BTA 6 mois	20	6,0	285,0	157,4	55,2
BTA 12 mois	14	6,5	400,0	320,0	80,0

Source : Direction des titres publics (DTP).

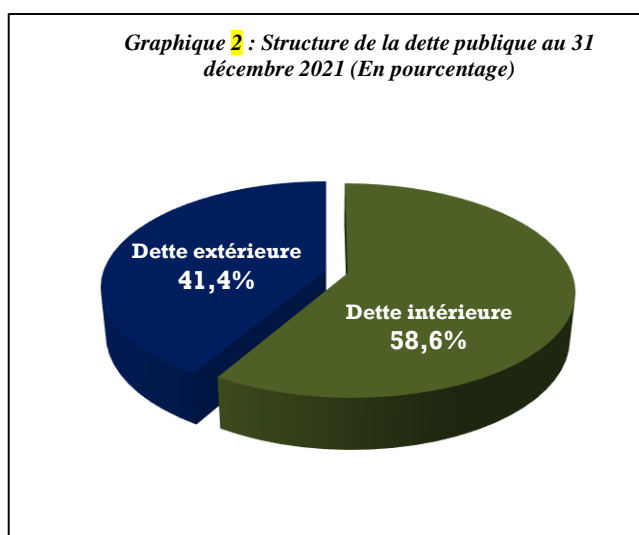
VII. STRUCTURE DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2021

L'encours de la dette publique, hors arriérés extérieurs, est estimé à 2 952,8 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 contre 2 757,7 milliards de FCFA au 31 décembre 2020, soit une

augmentation de près de 200 milliards de FCFA (7,1%). Cette hausse reflète l'impact de la pandémie de coronavirus (Covid-19), qui a entraîné d'une part de nouvelles émissions de titres publics et d'autre part des décaissements effectués par le FSD et la BADEA.

Le portefeuille de la dette publique est composé de la dette intérieure et de la dette extérieure, dont les encours sont évalués respectivement à 1 730,3 milliards de FCFA et 1 222,5 milliards de FCFA, soient des parts respectives de 58,6% et 41,4% de l'encours de la dette publique.

Le ratio dette publique/PIB s'est établi à 43,4% au 31 décembre 2021 contre 47,2% en 2020. La dette intérieure et la dette extérieure représentent respectivement 25,4% et 18,0% du PIB. Ce ratio demeure en dessous de la limite de 70% fixée pour les pays de la zone CEMAC dans le cadre de convergence communautaire (Tableau 4 et Graphique 2).



Source : Direction de la Dette (MFBCP)

Tableau 4 : Evolution de l'encours de la dette publique de 2017-2021

(En milliards de FCFA ; sauf indication contraire)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation en %
				(1)	(2)	(1)/(2)
Dette intérieure	1 196,7	1 128,5	1 517,6	1 457,6	1 730,3	18,7%
Dette extérieure	1 301,9	1 383,6	1 279,7	1 300,1	1 222,5	-6,0%
Dette publique	2 498,6	2 512,1	2 797,3	2 757,7	2 952,8	7,1%
PIB	6 425,0	6 961,8	6 721,0	5 840,7	6 806,2	16,5%
Ratio dette publique/PIB	38,9%	36,1%	41,6%	47,2%	43,4%	-8,1%

Source : Direction de la Dette (MFBCP)

La dette non négociable constitue la grande part de la dette publique du Tchad avec une proportion de plus de 80% à fin 2021 contre 88% au 31 décembre 2020 et une moyenne de 83% sur la période 2017-2021 (Tableau 5). La diminution de la part de la dette non négociable reflète une augmentation des émissions de titres publics, et notamment des emprunts obligataires.

Tableau 5 : Structure de la dette publique par instrument (En milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	2017	2018	2019	2020	2021
Dette non négociable					
Dette extérieure	1 301,9	1 383,6	1 279,7	1 300,1	1 222,5
Dette intérieure conventionnée (BEAC)	518,0	491,4	532,2	593,9	570,4
Dette intérieure non-conventionnée	78,7	78,7	515,3	439,1	428,7
Dette envers la BDEAC et la CEMAC	102,7	89,8	86,1	91,8	166,0
Total	2 001,3	2 043,5	2 413,3	2 424,9	2 387,6
Dette négociable					
Bons du trésor	182,4	293,0	270,5	289,8	332,1
Emprunts obligataires	314,9	175,6	113,5	43,0	233,1
Total	497,3	468,6	384,0	332,8	565,2
Dette publique	2 498,6	2 512,1	2 797,3	2 757,7	2 952,8

Source : Direction de la Dette (MFBCP)

Les arriérés de la dette extérieure à fin décembre 2021 se chiffrent à 61,7 milliards de FCFA dont 52,9 milliards de FCFA au titre de principal et 8,8 milliards de FCFA au titre des intérêts. Comparé à son niveau d'il y a un an, il est en hausse de 2,3%. Cette hausse s'explique par le non-paiement des échéances de la période. Les arriérés intérieurs sont incorporés dans l'encours de la dette intérieure non conventionnée. Les créanciers envers qui les arriérés sont les plus importants sont le Congo et la Lybie avec plus de 80% du montant total (Tableau 6).

Tableau 6 : Répartition des arriérés par créancier à fin décembre 2021
(En milliards de FCFA, sauf indication contraire)

Créanciers	2021		
	Principal	Intérêt	Total
Congo	30 000 000 000	1 300 000 000	31 300 000 000
Lybie	19 020 421 875	0	19 020 421 875
China Camc Engineering Co LTD	378 756 378	316 443 737	695 200 115
BDEAC	0	7 146 414 591	7 146 414 591
Eximbank- India	1 042 305 966	0	1 042 305 966
BID	2 401 667 383	95 002 699	2 496 670 082
Total arriérés	52 843 151 601	8 857 861 027	61 701 012 628

Source : Direction de la Dette (MFBCP)

Le stock de la dette poursuit sa tendance haussière entamée depuis 2017, passant de 2 818,1 milliards de FCFA en 2020 à 3 014,5 milliards de FCFA en 2021, soit une progression de 7%. Le taux d'endettement effectif, incluant les arriérés, s'est établi à 44,3% du PIB à fin décembre 2021 (Tableau 7).

Tableau 7 : Evolution des arriérés et du stock de la dette publique de 2017-2021
(En milliards de FCFA ; sauf indication contraire)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation en %
				(1)	(2)	(1)/(2)
Total arriérés	58,2	61,7	57,3	60,3	61,7	2,3%
Encours de la dette publique	2 498,6	2 512,1	2 797,3	2 757,8	2 952,8	7,1%
Stock de la dette publique	2 556,8	2 573,8	2 854,6	2 818,1	3 014,5	7,0%
PIB	6 425,0	6 961,8	6 721,0	5 840,7	6 806,2	16,5%
Taux d'endettement effectif	39,8%	37,0%	42,5%	48,2%	44,3%	-8,2%

Source : Direction de la Dette (MFBCP)

1. La dette extérieure

Au 31 décembre 2021, l'encours de la dette extérieure (hors arriérés) est évalué à 1 222,5 milliards de FCFA contre 1 300,2 milliards de FCFA un an plutôt, soit une baisse de 6,0% (Tableau 8 et Graphique 3). Cette diminution résulte de la dépréciation du taux de change des principales devises par rapport au FCFA (dollar US et CNY) et des flux nets négatifs impliquant que les remboursements étaient supérieurs aux décaissements. Le portefeuille de la

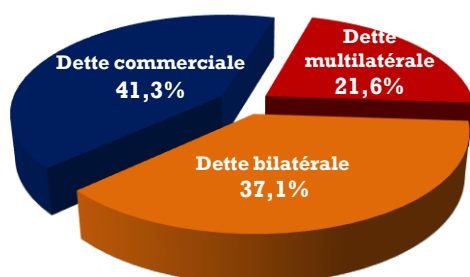
dette extérieure n'est constituée que d'emprunts dont 30% sont des prêts concessionnels. La dette à taux fixe représente 46,7% de la dette extérieure totale. Elle est assortie d'un taux moyen pondéré de 1,4% et une maturité moyenne pondérée de 5,9 ans.

La dette extérieure est constituée de :

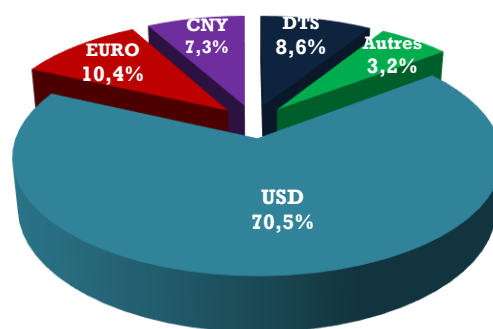
- 505,0 milliards de FCFA de dette commerciale ;
- 453,1 milliards de FCFA de dette bilatérale ;
- 264,4 milliards de FCFA de dette multilatérale.

En termes de devises, l'encours de la dette extérieure demeure largement dominé par la dette libellée en dollar américain, ayant une part de 70,5%. Elle est suivie de la dette libellée en Euro avec 10,4%, en DTS avec 8,6%, en CNY avec 7,3% et en d'autres devises, qui représentent une part de 3,2% du portefeuille de la dette extérieure. (Graphique 4).

Graphique 3 : Structure du portefeuille de la dette extérieure au 31 décembre 2021 (En pourcentage)



Graphique 4 : décomposition du portefeuille de la dette extérieure par type de devises à fin décembre 2021



Source : Direction de la Dette (MFBCP)

Tableau 8 : Evolution de l'encours de la dette extérieure de 2017-2021 (En milliards de FCFA, sauf indication contraire)

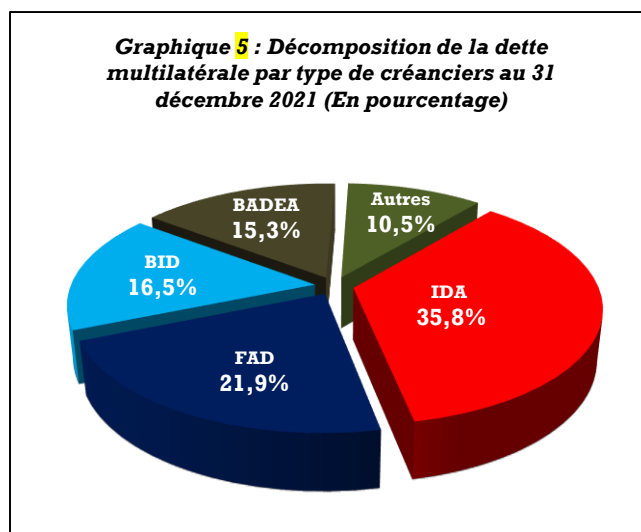
	2017	2018	2019	2020	2021	Variation en %
				(1)	(2)	(1)/(2)
Multilatéraux	285,3	275,8	280,5	265,6	264,4	-0,5%
Bilatéraux	352,6	441,8	428,2	435,6	453,1	4,0%
Commerciaux	664,0	666,0	571,0	599,0	505,0	-15,7%
GLENCORE				581,5	492,0	-15,4%
Dette extérieure	1 301,9	1 383,6	1 279,7	1 300,2	1 222,5	-6,0%
PIB	6 425,0	6 961,8	6 721,0	5 840,7	6 806,2	16,5%
Ratio dette extérieure/PIB	20,3%	19,9%	19,0%	22,3%	18,0%	-19,3%

Source : Direction de la Dette (MFBCP)

a) La dette multilatérale

Au 31 décembre 2021, l'encours de la dette multilatérale s'élève à 264,4 milliards de FCFA, soit une hausse de 0,5% par rapport à fin 2020. Cet encours représente 21,6% de l'encours de la dette extérieure et 9,0% de l'encours de la dette publique.

Les principaux créanciers multilatéraux sont : l'IDA représentant 35,8% de la dette multilatérale à fin décembre 2021, suivie par le FAD, la BID, et la BADEA (Graphique 5).



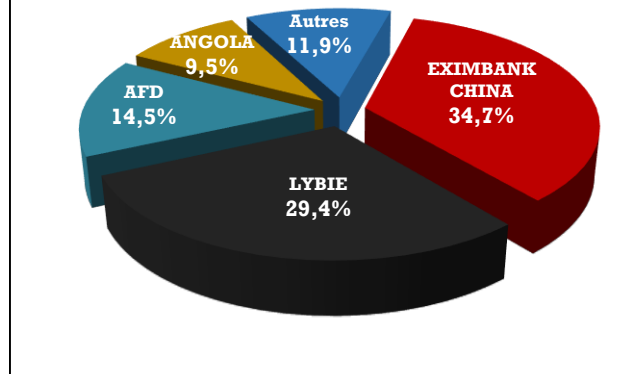
Source : Direction de la Dette (MFBCP)

b) La dette bilatérale

L'encours de la dette bilatérale est passé de 435,6 milliards de FCFA à fin 2020 à 453,1 milliards de FCFA à fin 2021, soit une hausse de 4,0%. Cette augmentation s'explique par les nouveaux décaissements. Par ailleurs, l'encours de la dette bilatérale représente 37,1% de l'encours de la dette extérieure et 15,3% de l'encours de la dette publique.

Les principaux créanciers bilatéraux sont la Chine (représentant 34,7% de la dette bilatérale à fin décembre 2021), suivie par la Lybie (29,4%), l'Agence Française de développement (14,5%), et l'Angola (9,5%), (Graphique 6).

Graphique 6 : Décomposition de la dette bilatérale par type de créanciers au 31 décembre 2021 (En pourcentage)



Source : Direction de la Dette (MFBCP)

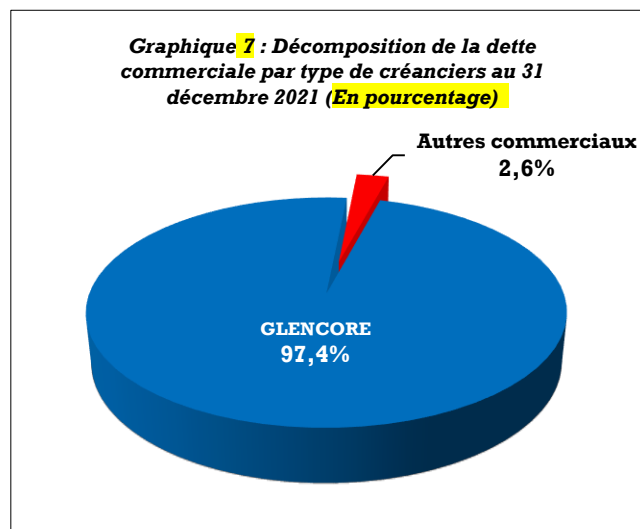
c) La dette commerciale

L'encours de la dette commerciale s'est établi à 505,0 milliards de FCFA en 2021 contre 599,0 milliards de FCFA en 2020 soit une baisse de 15,7%. Cette baisse se justifie par la dépréciation du dollar vis-à-vis du FCFA et les flux nets négatifs.

L'encours de la dette commerciale représente 41,3% de l'encours de la dette extérieure et 17,1% du total de la dette publique.

La dette GLENCORE ENERGY, qui est une dette collatéralisée, représente quasi l'ensemble du portefeuille de la dette commerciale soit plus de 97% de l'encours de la dette commerciale (Graphique 7).

Graphique 7 : Décomposition de la dette commerciale par type de créanciers au 31 décembre 2021 (En pourcentage)



Source : Direction de la Dette (MFBCP)

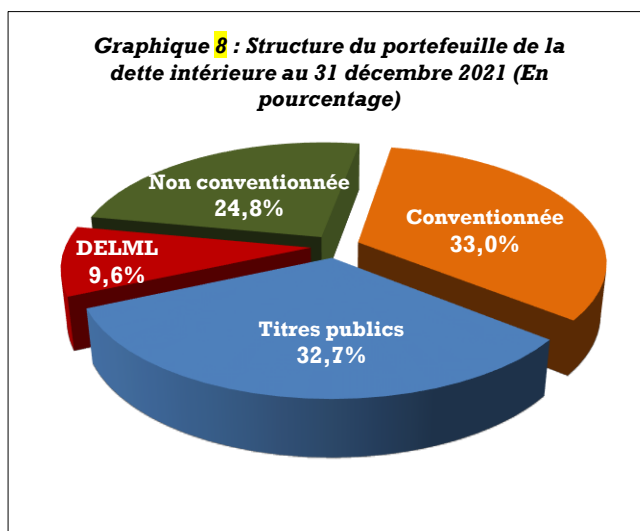
2. La dette intérieure

L'encours de la dette intérieure s'élève à 1 730,3 milliards de FCFA au 31 décembre 2021, soit une hausse de 18,7% par rapport à son niveau à fin décembre 2020, en lien avec l'incidence de la pandémie Covid-19 (Tableau 9 et Graphique 8)).

La dette intérieure est composée de :

- 570,4 milliards de FCFA de dette conventionnée (dont BEAC 479,4 milliards de FCFA) ;
- 565,2 milliards de FCFA de titres publics
- 428,7 milliards de FCFA de dette non-conventionnée
- 166,0 milliards de FCFA de dette envers les Etats et institutions de développement de la sous-région (DELML)

Les deux-tiers de l'encours de la dette intérieure sont composés de dette conventionnée et de titres publics. Le portefeuille de la dette intérieure à taux fixe représente 100% de la dette intérieure totale. Elle est assortie d'un taux moyen pondéré de 2,3% et une maturité moyenne pondérée de 2,7 ans.



Source : Direction de la Dette (MFBCP)

Tableau 9 : Evolution de l'encours de la dette intérieure de 2017-2021

(En milliards de FCFA ; sauf indication contraire)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation en %
				(1)	(2)	(1)/(2)
Conventionnée	518,0	491,4	532,2	593,9	570,4	-4,0%
Titres publics	497,3	468,6	384,3	332,8	565,2	69,8%
DEMLML	102,7	89,8	86,1	91,8	166,0	80,8%
Non conventionnée	78,7	78,7	515,3	439,1	428,7	-2,4%
Dette intérieure	1 196,7	1 128,5	6	1 457,6	1 730,3	18,7%
PIB	6 425,0	6 961,8	6 721,0	5 840,7	6 806,2	16,5%
Ratio dette intérieure/PIB	18,6%	16,2%	22,6%	25,0%	25,4%	1,6%

Source : Direction de la Dette (MFBCP)

a) La dette conventionnée

L'encours de la dette conventionnée s'élève à 570,4 milliards FCFA en 2020, soit une baisse de 4,0% par rapport à son niveau d'il y a une année.

La part de l'encours de la dette conventionnée représente 33,0% de l'encours de la dette intérieure et 19,3 % de l'encours de la dette publique.

La dette conventionnée est constituée majoritairement des créances dues à la BEAC qui s'élevaient à 479,4 milliards FCFA à fin décembre 2021 (soit 84% du total de la dette conventionnée ; (Tableau 10). Les autres dettes incluent la dette bancaire, des passifs de la société cotonnière du Tchad (Coton-Tchad SN) et des créances de l'Etat dues à la Société Industrielle des Matériels Agricoles et Assemblage des Tracteurs (SIMATRAC)

Tableau 10 : Tableau récapitulatif de la dette conventionnée au 31/12/2021 (En milliards de FCFA ; sauf indication contraire)

Nature des créances	Encours 2021	Part en % du total
Créances consolidées BEAC 2018 – 2031	479 430 442 437	84,0%
Coton Tchad SN	17 090 863 002	3,0%
Simatrac	3 646 006 510	0,6%
Dette bancaire	70 258 309 891	12,3%
Dette conventionnée	570 425 621 840	100,0%

Source : Direction de la Dette (MFBCP)

a) La dette non conventionnée

L'encours de la dette non conventionnée s'élève à 428,6 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 et représente 24,8% de la dette intérieure et 14,5% du total de la dette publique. Comparé à son niveau au 31 décembre 2020, où il était de 439,1 milliards de FCFA, cet encours enregistre une baisse de 2,4%, en lien de la mise en œuvre du plan d'apurement de la dette intérieure

La dette non conventionnée comprend des arriérés vérifiés et audités, et notamment des dettes fournisseurs, des condamnations judiciaires et des retards de paiements.

b) Les titres publics (BTA et OTA)

Au 31 décembre 2021, l'encours des titres publics est estimé à 565,2 milliards de FCFA contre 332,8 milliards de FCFA en 2020, soit une augmentation de 69,8%, en lien avec la lutte contre la crise sanitaire (Tableau 11). La part des titres publics représente 32,7% de l'encours de la dette intérieure et 19,1% de l'encours global de la dette publique.

L'encours des titres publics est constitué des Bons du Trésor Assimilables (BTA) et des Obligations Assimilables du Trésor (OAT) représentant 58,8% et 41,2% de l'encours, respectivement (Tableau 11). Description des caractéristiques des titres publics (Tableau 12).

Tableau 11 : Tableau récapitulatif des titres publics au 31/12/ 2021

(En milliards de FCFA ; sauf indication contraire)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation en %
				(1)	(2)	(1)/(2)
BTA	182,4	293	270,8	289,8	332,1	14,6%
OTA	314,9	175,6	113,5	43,0	233,1	442,1%
TOTAL	497,3	468,6	384,3	332,8	565,2	69,8%

Source : Direction des titres publics (DTP).

Tableau 12 : Caractéristiques du portefeuille des titres publics

Caractéristiques	Adjudication Bons du Trésor	Syndication	Total
Encours (en milliards de FCFA)	332,1		
Nombre de titres en vie	20	0	20
Taux moyen pondéré (en pourcentage)	6,8		

Obligations du Trésor			
Encours (en milliards de FCFA)	233,1		
Nombre de titres en vie	13	0	13
Taux moyen pondéré (en pourcentage)	7,6		
Durée résiduelle moyenne (année)			
Titres Publics			
Encours (en milliards de FCFA)	565,2		
Nombre de titres en vie	33	0	33
Taux moyen pondéré (en pourcentage)	7,2		

Source : Direction des titres publics (DTP).

c) **Dettes envers les non-résidents libellées en monnaie locale (DELML)**

La dette envers les Etats et institutions de développement de la sous-région est évaluée à 166,0 milliards de FCFA à fin 2021 contre 91,8 milliards de FCFA à fin 2020, soit une hausse de 80,8% du fait de l'augmentation des engagements envers la BDEAC dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19. Cette dette comprend les prêts BDEAC et des créanciers bilatéraux membres de la CEMAC dont la République du Congo et le Cameroun. Sa part représente 9,6% de l'encours de la dette intérieure et 5,6% de l'encours de la dette publique.

VIII. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

Le service de la dette publique assuré se chiffre à 105,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 contre 207,4 milliards de FCFA au 31 décembre 2020, soit une baisse de 49,1% (Tableau 13).

Le service de la dette payé en 2021 correspond à 68% des montants inscrits dans la loi de finances 2021.

Le service de la dette est réparti comme suit :

- 38,1 milliards de FCFA au titre du service de la dette intérieure (dont 22,1 milliards de FCFA en principal et 16,0 milliards de FCFA en intérêts) contre 99,8 milliards de FCFA un an auparavant, soit une baisse de 61,8% ;

- 67,4 milliards de FCFA au titre du service de la dette extérieure (dont 55,8 milliards de FCFA en principal et 11,6 milliards en intérêts) contre 107,6 milliards un an plutôt, soit une baisse de 37,4%.

Tableau 13 : Evolution du service de la dette publique de 2017 à 2021
(En milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation en %
				(1)	(2)	(2/1)
Principal	89,7	221,1	53,2	163,5	77,9	-52,4%
Intérêts	27,4	33	56,3	43,9	27,6	-37,1%
TOTAL	117,1	254,1	109,5	207,4	105,5	-49,1%
Recettes budgétaires	838,1	924,8	877,2	927,0	877,0	-5,4%
Service/Recettes budgétaires	14,0%	27,5%	12,5%	22,4%	12,0%	-46,4 %

Source : Direction de la dette, Direction des études et de la prévision (MFBCP)

1. Service de la dette extérieure

Le service de la dette extérieure assuré s'élève à 67,4 milliards de FCFA à fin 2021 contre 107,6 milliards de FCFA une année plutôt, soit une diminution de 37,4% (Tableau 14). Cette baisse est due essentiellement à la suspension de certaines échéances de capital et d'intérêt jusqu'en décembre 021 dans le cadre de l'ISSD dont a bénéficié le pays. Les suspensions ont été accordées par l'AFD et le Fonds Koweïtien. L'aménagement temporaire du service a entraîné un reprofilage des paiements sur la période de 2022 à 2024.

L'ISSD a permis un fléchissement des ratios de liquidité. Le service de la dette extérieure est ainsi passé de 11,6% des recettes budgétaires en 2020 à 7,7% en 2021.

Tableau 14 : Evolution du service de la dette extérieure de 2017 à 2021
(En milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation en %
				(1)	(2)	(2/1)
Principal	18,9	37,6	28,6	74,1	55,8	-24,7%
Intérêts	9,9	9,7	12,6	33,5	11,6	-65,4%
TOTAL	28,8	47,3	41,2	107,6	67,4	-37,4%
Recettes budgétaires	838,1	924,8	877,2	927,0	877,0	-5,4%
Recettes d'exportation	1 629,0	1 654,1	1 871,6	2 148,7	2 069,7	-3,7%

Service/Recettes budgétaires	3,4%	5,1%	4,7%	11,6%	7,7%	-33,8%
Service/Recettes d'exportation	1,8%	2,9%	2,2%	5,0%	3,3%	-35,0%

Source : Direction de la dette, Direction des études et de la prévision (MFBCP)

2. Service de la dette intérieure

Le service de la dette intérieure s'est établi à 38,1 milliards de FCFA en 2021, soit une baisse de 61,8% par rapport à son niveau à la même période de l'année 2020 (Tableau 15). Par rapport aux recettes budgétaires, sa part est de 4,3%.

Tableau 15 : Evolution du service de la dette intérieure de 2017 à 2021

(En milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation en %
				(1)	(2)	(2)/(1)
Principal	70,8	183,5	24,6	89,4	22,1	-75,3%
Intérêts	17,5	23,4	43,7	10,4	16	53,8%
TOTAL	88,3	206,9	68,3	99,8	38,1	-61,8%
Recettes budgétaires	838,1	924,8	877,2	927,0	877,0	1,8%
Service/Recettes budgétaires	10,5%	22,4%	7,8%	10,8%	4,3%	-60,19%

Source : Direction de la dette, Direction des études et de la prévision (MFBCP)

IX. PASSIFS CONTINGENTS

Il n'existe pas de passifs contingents dans le portefeuille de la dette publique.

X. INDICATEURS DE COUT ET RISQUE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE

Les indicateurs de coût et de risques ont été calculés sur le portefeuille de la dette publique y compris les arriérés à fin décembre 2021 qui se chiffre à 3 014,5 milliards de FCFA (avec la prise en compte du moratoire accordé par certains créanciers suite à la pandémie de la COVID-19). Le tableau ci-dessous résume les indicateurs de coûts et de risques liés au portefeuille de la dette publique.

Tableau 16 : Indicateurs de coût et risque du portefeuille à fin décembre 2021

Indicateurs de coût et risque		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Montant (en millions en FCFA)		1 577 693,6	1 661 898,5	3 014 500,1
Montant (en millions de USD)		2 781,4	2 929,8	5 711,1
Dette nominale (en % du PIB)		22,7	23,9	44,6
Valeur Actuelle (en % du PIB) ^{1/}		20,1	23,9	44,0
Coût de la dette	Paielement d'intérêts (% PIB)	0,3	0,5	0,9
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	1,4	2,3	1,8
Exposition au risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans, ATM)	5,9	2,7	4,2
	Dette amortie dans un an (en % du total)	11,3	37,1	48,4
	Dette amortie dans un an (% PIB)	2,4	8,9	11,3
Exposition au risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans ; ATR)	5,1	2,7	3,8
	Dette refixée dans un an (% de la dette totale)	40,8	37,1	38,8
	Dette à taux d'intérêt fixe y compris les BTA (% de la dette totale)	64,6	100,0	83,2
	BTA (en % de la dette totale)	0,0	23,5	12,3
Exposition au risque de taux de change	Dette en devise (en % de la dette totale)			49%
	Dette en devise hors Euro (en % de la dette totale)			85%

Source : Direction de la dette, Direction des études et de la prévision (MFBCP)

^{1/} En utilisant un taux d'escompte de 5%.

a) Coût du portefeuille de la dette

Le coût du portefeuille de la dette est analysé à travers le taux d'intérêt implicite. Il ressort à 1,8% en 2021 contre 2,2% en 2020 pour l'ensemble du portefeuille enregistrant ainsi une baisse du coût. Le taux d'intérêt moyen pondéré de la dette intérieure s'élève à 2,3 pour la dette intérieure contre 1,4 pour la dette extérieure.

b) Risque de refinancement

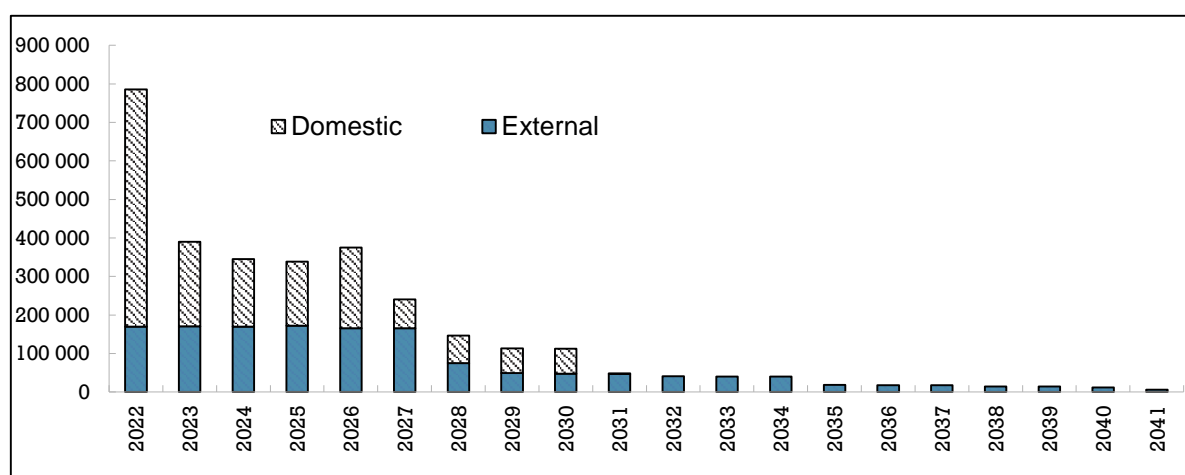
Le risque de refinancement est mesuré à travers trois indicateurs :

- La maturité moyenne du portefeuille ;
- La proportion de dette qui arrive à échéance dans un an en pourcentage du PIB et ;

➤ La proportion de dette qui arrive à échéance dans un an en pourcentage de la dette totale. La maturité moyenne de l'ensemble du portefeuille est de 4,2 ans à fin décembre 2021 contre 5,1 ans à fin 2020. Cet indicateur est influencé par la dette intérieure ayant pour maturité moyenne de 2,7 ans. La maturité moyenne de la dette extérieure est de 5,9 ans.

L'encours de la dette arrivant à échéance au 31 décembre 2021, représente 24,8% de l'ensemble du portefeuille de la dette, soit 11,3% du PIB contre 17,2% du portefeuille de la dette un an plutôt, soit 8,4% du PIB. La part de la dette intérieure qui arrive à échéance représente 37,1% contre 11,3% pour la dette extérieure, comparativement à fin 2020 où la part de la dette intérieure qui arrive à échéance représentait 24,2% contre 9,2% pour la dette extérieure.

Le profil d'amortissement de la dette montre clairement que le portefeuille est exposé à un



risque de refinancement compte tenu de la maturité relativement courte des emprunts de la dette intérieure. La figure ci-dessous indique une concentration des échéances de la dette intérieure au cours des cinq (5) prochaines années qui risque de générer des pressions de refinancement.

Graphique 9. Profil de remboursement de la dette publique (en milliards de FCFA ; 2022-2041)

c) Risque de taux d'intérêt

Le risque de refixation ou de taux d'intérêt est mesuré à l'aide de trois (3) indicateurs :

- La durée moyenne jusqu'à révision du taux ;
- La dette à réviser dans un délai d'un an ; et
- La dette à taux variable.

La maturité moyenne de l'ensemble du portefeuille jusqu'à la révision des taux est de 3,8 ans. Cet indicateur relativement faible est influencé par la dette intérieure ayant pour maturité moyenne de 2,7 ans. La maturité moyenne de la dette extérieure est de 5,1 ans. Comparativement en 2020, cet indicateur était de 4,4 ans, soit 4,3 ans pour la dette intérieure et

4,5 ans de la dette extérieure.

L'encours de la dette dont le taux sera révisé au 31 décembre 2021 (à partir du 1er janvier 2021) représente 38,8% de la dette totale. Cette dette qui arrive à échéance sur la période devrait toutefois être refinancée à de nouvelles conditions financières du marché, ce qui exposerait le portefeuille à un risque de taux d'intérêt. Comparativement en 2020, l'encours de la dette dont le taux sera révisé représente 35,7%.

Le portefeuille de la dette libellée en devises est exposé au risque de taux d'intérêt, en raison du poids important de la dette *Glencore* (38,9%) qui est à taux variable (Libor).

d) Risque de taux de change

Le portefeuille de la dette publique montre que plus de 70% est libellée en dollar US. Cette forte proportion du dollar US expose ce dernier aux vulnérabilités de change. Néanmoins ce risque est atténué par la couverture naturelle des recettes pétrolières.